



Terrorisme sioniste...

P2

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-septième année N°748 vendredi 3 novembre 2023 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou



Le programme Al Moutmir de Semis direct

La campagne 2023-2024 sous le signe de l'élargissement

P6



Majorité gouvernementale

LE PAM TENTÉ PAR LA DUPLICITÉ

Le secrétaire général du PAM Abdellatif Ouahbi.

P5

La ville de Es-Smara touchée par des tirs de projectile à caractère terroriste

LE POLISARIO DÉCLARE LA GUERRE AU MAROC



P7

Nouveau statut unifié de l'Education nationale

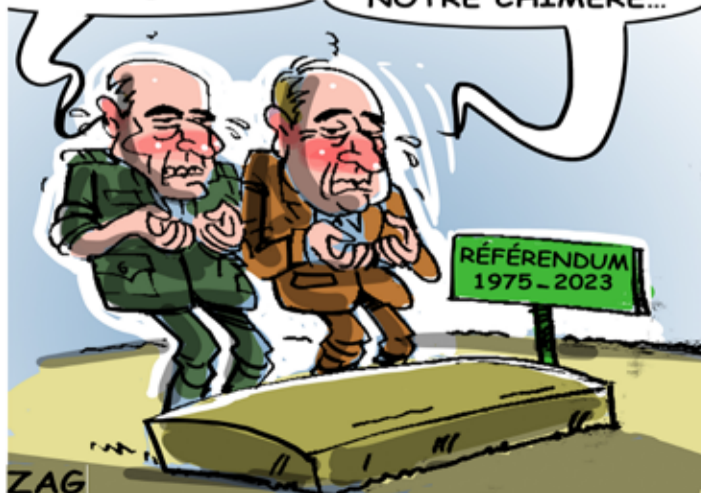
Le gouvernement invité à réviser sa copie

P3

SAHARA MAROCAIN : LE CONSEIL DE SECURITE ENTERRE LE REFERENDUM

QU'EST CE QU'ON VA FAIRE MAINTENANT ?

SE RECUEILLIR CHAQUE VENDREDI SUR LA TOMBE DE NOTRE CHIMERE...



L'entretien -à peine- fictif de la semaine



Ahmed Abou Lgheit
Nous bombardons Israël avec des communiqués...

P12



Confus de CANARD



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Terrorisme sioniste...

A celui qui le questionnait sur ce qu'il voudrait devenir une fois grand, un enfant de Gaza livre tout de go une réponse glaçante: A Gaza, les petits n'ont pas le temps de grandir, ils meurent sous les bombardements ! Spontanée, cette phrase dit toute la souffrance de cette tranche d'âge innocente et inoffensive broyée dans l'impunité totale par les frappes indiscriminées de l'artillerie israélienne. Les images de la guerre barbare menée par l'Etat hébreu sous le parapluie américain immortalisent cette terrifiante réalité confirmée par le dernier décompte macabre des crimes de guerre sioniste dans l'enclave palestinienne martyre qui fait état de plus de 3000 enfants tués depuis le déclenchement des tueries. Ceux qui restent en vie n'ont plus de maison ni d'école après leurs bombardements. Qui se soucie de cette enfance massivement assassinée ou livrée à la pire des précarités? Excepté l'Espagne qui s'est distinguée par sa position juste et lucide, l'Occident n'en a cure, ne pleurant que les morts israéliens et ne s'agitant que pour libérer les otages en captivité à Gaza. A l'instar de ses médias de propagande dégoulinant de cynisme, cet Occident-là a témoigné haut et fort comme jamais auparavant, une solidarité criminelle avec l'agresseur au mépris de tout. Du droit international et humanitaire. Des conventions de guerre. Et des valeurs humaines broyées en direct à Gaza. Comment grandir et croître dans cet enfer sur terre ? Est-il possible de sortir indemne sur le plan psychologique d'un tel abîme ? Ceux qui en réchappent par miracle après avoir subi les pires exactions et vu leurs proches mourir déchiquetés sous leurs yeux grandissent la rage au ventre avec le désir de se venger. Ont-ils d'autre choix que de prendre le maquis pour libérer leur pays ? Mais ils sont taxés par le sionisme et sa meute médiatique de terroristes, bons à mourir à leur tour sous les balles ou les bombes au phosphore blanc de l'envahisseur agresseur. En d'autres termes, un bon gazaoui, qu'il soit bébé, enfant, jeune ou adulte, n'est utile que mort. Ou à tout le moins invalide à vie. Mais pas vivant. Telle est l'implacable logique des colonisateurs de la Palestine qu'ils poursuivent depuis 1948 pour l'ensemble du peuple palestinien. Les femmes aussi sont une cible privilégiée des terroristes

d'Israël qui en les assassinant visent un objectif inavoué et inavouable : neutraliser la natalité palestinienne jugée porteuse d'une bombe démographique dangereuse pour la survie de l'occupation. Voilà qui projette une lumière crue sur les destructions des vies humaines à Gaza qui vont bien évidemment au-delà de la punition collective. Nous sommes en face d'un nettoyage ethnique, un génocide méthodiquement exécuté. A huis clos. Sans internet ni électricité coupés par l'agresseur. Ni les témoins de l'instant que sont les journalistes, cible privilégiée de Tsahal. Tout cela avec la complicité du pouvoir américain vent debout contre les appels au cessez-le-feu, donnant ainsi sa bénédiction aux massacres des populations

Les destructions des vies humaines à Gaza vont bien évidemment au-delà de la punition collective. Nous sommes en face d'un nettoyage ethnique, un génocide méthodiquement exécuté.

gazaouies et les destructions de bâtiments civils en faisant sien les prétextes des autorités israéliennes. A savoir que les édifices bombardés incluant des hôpitaux et des écoles servent de cachette aux miliciens du Hamas qui utilisent les habitants comme boucliers humains c'est au nom de cette même fausse justification que le camp de Jabalia a été sauvagement bombardé



Selon le chef de l'agence de l'Onu pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, près de 70 % des victimes palestiniennes dans la bande de Gaza sont des enfants et des femmes, après plus de trois semaines de bombardements sauvages de l'enclave ravagée.

mercredi 1er novembre en faisant des dizaines de morts et de nombreux blessés graves parmi les habitants.. Ce sont ces sornettes que les suppôts médiatiques du sionisme répètent à longueur de journée tels des perroquets sur les plateaux des chaînes d'info en continu. Si Netanyahu a mobilisé sa soldatesque avec 300.000 réservistes dans sa guerre génocidaire, c'est parce que le mouvement de libération Hamas est le dernier rempart contre l'occupation. Le seul à défier l'armée israélienne et pour cela il faut qu'il soit liquidé. Sauf à accepter de jouer à Gaza les supplétifs de l'opresseur à l'image de l'autorité palestinienne de Mahmoud Abbas (affaibli par le jeu israélien et quasiment silencieux depuis le début des bombardements sur Gaza). Ce que le Hamas et ses brigades de résistance, armés de foi après avoir été trahis par la loi, sûrs de la légitimité de la cause palestinienne, n'accepteront jamais. A la guerre comme à la guerre. Netanyahu et ses soutiens en interne et à l'international pensent qu'Israël aura avec l'éradication du Hamas le beurre et l'argent du beurre : la paix, toute la Palestine, l'exil forcé des Gazaouis ou ce qui en reste dans le Sinaï égyptien et, cerise sur le gâteau, la relance des accords d'Abraham gelés depuis l'action du Hamas du 7 octobre. Dans ce contexte de loi du talion, la solution à deux États, seul gage d'une paix juste et durable, s'apparente juste à un slogan que le pouvoir occidental agite à chaque crise au Proche-Orient pour se donner bonne conscience à moindre frais, sachant que rien n'a été entrepris depuis la signature des Accords d'Oslo en 1994 pour obliger l'occupation à rendre leur indépendance aux Palestiniens. Mieux, Israël, qui éprouve un sacré sentiment d'impunité, a les mains libres pour agir à sa guise. Poursuivre sa politique de colonisation en Cisjordanie construite sur la spoliation des terres palestiniennes, accentuer son régime d'apartheid, envoyer en prison ou massacrer les Palestiniens qui osent se révolter... Ce terrorisme sioniste au quotidien ne mérite pas de sanctions internationales que l'Occident emmené par les États-Unis était prompt à dégainer contre la Russie après son invasion de l'Ukraine en février 2022 et à infliger à Vladimir Poutine un mandat d'arrêt international pour avoir juste deporté des enfants ukrainiens vers la Russie... No comment. ▸



Côté **BASSE-COUR**



L'ONEE lance la première plateforme Smart Grid en Afrique

Un office éclairé qui rayonne

Le directeur général de l'ONEE Abderrahim El Hafidi et son homologue de l'Association des Sociétés d'Électricité d'Afrique (ASEA) Abel Didier Tella, ont procédé, le mardi 31 octobre 2023, à l'inauguration de la Plateforme Smart Grid au Centre des Sciences et Techniques de l'Électricité de l'ONEE à Casablanca. Investissement de 373 431,35 euros (soit plus de 4 millions de DH), ce projet est entièrement financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre du Réseau Africain des Centres d'Excellence en Électricité (RACEE). Il s'agit d'une initiative continentale lancée en 2016 sous l'impulsion de l'ASEA afin d'améliorer les performances des sociétés d'électricité africaines et le niveau des compétences des cadres et techniciens du continent. La plateforme Smart Grid, composée de deux centrales solaires photovoltaïques de 40KWC, d'une éolienne de 1 kWc, d'une station météorologique, d'un système de monitoring SCADA et d'autres équipements technologiques de haute performance, permettra, entre autres objectifs, de maîtriser l'intégration des sources intermittentes d'énergie renouvelable dans les réseaux électriques

à travers la mise en application de techniques modernes innovantes dans la supervision des Smart Grids. Cette nouvelle plateforme est de nature à favoriser également le développement des capacités techniques et pédagogiques du CSTE en tant que Centre d'Excellence Panafricain ainsi que la montée en compétences dans les moyens de télécommunication modernes ainsi que les outils de prévision de production renouvelable au service des Smart Grids. A travers ce projet, l'ONEE ambitionne de rehausser davantage le positionnement de son Centre des Sciences et Techniques de l'Électricité en un centre de formation de dernière génération en s'appuyant sur des technologies modernes, des formateurs hautement qualifiés et des outils pédagogiques très avancés. Dans le cadre de sa politique de renforcement de la coopération Sud-Sud, l'ONEE reçoit chaque année en moyenne une centaine de cadres et techniciens de différents pays d'Afrique Subsaharienne qui viennent suivre des formations dans les métiers de l'électricité au sein du CSTE, sélectionné depuis 2013 Centre d'Excellence par le Réseau Africain des centres d'excellence en électricité. L'ONEE



Abderrahim El Hafidi et Abel Didier Tella lors de l'inauguration de Smart Grid.

Et de huit pour Messi !



Leo Messi a remporté à Paris son 8e Ballon d'Or. L'Argentin de 36 ans a ainsi été récompensé pour avoir mené l'Argentine à la victoire lors de la dernière Coupe du monde au Qatar fin 2022. L'Argentin, passé du PSG à Miami cet été, a damé le ballon à Erling Haaland et Kylian Mbappé. Élu meilleur joueur de la Coupe du monde, Messi doit certainement son 8e trophée à son sacre au Moyen-Orient. Auteur de 2 buts en finale, il a fini 2e meilleur buteur de la compétition (7 buts), derrière Mbappé. Un Mbappé nommé mais jamais distingué. Quelque chose qui ne tourne pas ?

Nouveau statut unifié de l'Éducation nationale

Le gouvernement invité à réviser sa copie

Le chef du gouvernement Aziz Akhannouch a repris en main le dossier de l'enseignement après l'échec du ministre de tutelle Chakib Benmoussa à obtenir l'adhésion des syndicats représentatifs du secteur autour du nouveau statut unifié. Ces derniers ont réclamé le retrait pour révision de ce document comme préalable à toute négociation. Un document auquel ils reprochent son élaboration sans la partici-

pation du corps enseignant et une situation matérielle en-deçà des attentes des fonctionnaires de l'Éducation nationale. Lors d'une réunion avec les centrales syndicales lundi 30 octobre, M. Akhannouch s'est engagé sur une révision du statut de la discordance dans le sens qui préserve les intérêts des enseignants conformément à l'esprit de l'accord du 14 janvier 2023 signé entre le gouvernement et les syndicats de l'enseignement et qui trace le cadre pour l'élaboration d'une feuille de route en vue d'une réforme de l'école publique qui soit centrée sur la valorisation de l'apprenant. Mais encore faut-il que ce dernier y trouve son compte en termes d'épanouissement et d'apprentissage. Une mission qui incombe principalement à l'enseignant dont les représentants doivent cesser de formuler des revendications à sens unique en recourant au chantage. Tout le défi pour le chef du gouvernement est de désamorcer une crise qui gronde, avec risque de déboucher sur des grèves dont les principales victimes sont les élèves du public. Le Maroc a connu au cours des dernières années plusieurs débrayages de professeurs mécontents du niveau de leurs revenus.



Le dossier des enseignants, un casse-tête interminable...



Cette belle photo de famille réunissant le président de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) Fouzi Lekjaa et ses homologues de la Fédération royale espagnole de football (RFEF) Pedro Rocha et de la Fédération portugaise de football (FPF) Fernando Gomes immortalise un moment historique. La signature de la déclaration d'intention relative à la candidature conjointe Maroc-Espagne-Portugal pour l'organisation de la Coupe du monde 2030 de football, samedi 28 octobre au Complexe Mohammed VI de Football à Salé.

GHITA MEZZOUR RECOURT AU CABINET BCG POUR LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE NATIONALE



Bouddi

Côté **BASSE-COUR**



Les journalistes, une cible pour l'armée israélienne...



Bombardements israéliens de la bande Gaza

Pas moins de 34 journalistes assassinés

Le ministère de la Santé à Gaza a publié dimanche 29 octobre les noms des journalistes tués dans les bombardements israéliens de la bande de Gaza depuis 23 jours. Au total, 34 journalistes palestiniens, dont trois femmes, ont trouvé la mort dans ces raids criminels. Lors d'une attaque israélienne contre une maison du camp de réfugiés de Nuseirat le 25 octobre, le correspondant d'Al Jazeera, Wael al-Dahduh, a perdu des membres de sa famille, dont sa femme, son fils et sa fille. Un journaliste libanais a également perdu la vie à la suite de tirs israéliens, lors d'affrontements à la frontière israélo-libanaise. "Le CPJ (Comité pour la protection des journalistes) insiste sur le fait que les journalistes sont des civils accomplissant un travail crucial en temps de crise, et qu'ils ne doivent en aucun cas être pris pour cibles par les belligérants", a indiqué Sherif Mansour, coordinateur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord du CPJ. "Les journalistes de la région consentent de grands sacrifices pour couvrir ce conflit déchirant", a poursuivi Mansour, avant d'ajouter: "Ceux basés à Gaza, en particulier, exposés à des menaces croissantes, paient et continueront de payer un tribut sans précédent. Nombre d'entre eux ont perdu des collègues, des proches, et des installations médiatiques, et ont été contraints de fuir à la recherche de sécurité, même si celle-ci se fait rare; à Gaza pas de véritable refuge ni d'issue." L'armée israélienne a pris l'habitude d'assassiner des journalistes sans répondre de ses crimes. Tsahal cible particulièrement les représentants des médias considérés comme des témoins gênants de leurs massacres, à l'image de la correspondante d'Al Jazeera la Palestino-américaine Shireen Abu Akleh tuée le 11 mai 2022 par des tirs israéliens à Jénine, comme l'a confirmé une enquête du Haut-Commissariat de l'Organisation des Nations unies aux droits de l'homme (HCDC). La journaliste portait pourtant une veste pare-balles sur laquelle était inscrit le mot «presse» et un casque de protection lorsqu'elle a été atteinte d'une balle juste sous la coupe de son casque.



Les journalistes sont visés délibérément par l'armée israélienne...

Beurgeois **GENTLEMAN**

Ça parle plus arabe que gaulois en France (19)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre I: Islam : اسلام, en arabe, littéralement « soumission ». Contrairement aux pays du Golfe, le Maroc a une constitution écrite et se définit comme un pays musulman attaché à l'ouverture et à la tolérance, comme l'atteste le préambule de sa constitution de 2011 : « État musulman souverain, attaché à son unité nationale [...]. La prééminence accordée à la religion musulmane dans ce référentiel national va de pair avec l'attachement du peuple marocain aux valeurs d'ouverture, de modération, de tolérance et de dialogue pour la compréhension mutuelle entre toutes les cultures et les civilisations du monde. ». Par ailleurs, bien que reposant essentiellement sur le droit musulman, le droit marocain n'est pas issu d'une charia mais est l'émanation de législations parlementaires et de dahir royaux. La politique religieuse du pays s'appuie également sur le Conseil supérieur des Oulémas qui dispose aujourd'hui uniquement d'un avis consultatif. L'apostasie d'un musulman, le fait de quitter sa religion n'est pas explicitement interdit selon le droit écrit marocain mais l'est de facto et socialement. En plus de s'exposer à une possible « mort civile », parler de, ou afficher sa nouvelle croyance peut être interprété comme du prosélytisme. Si ces actions ont lieu en présence d'un musulman, on peut alors être poursuivi en vertu de l'article 220 du code pénal marocain : « Quiconque, par des violences ou des menaces, a contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, ou d'assister à l'exercice de ce culte, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 à 500 dirhams. Est puni de la même peine, quiconque emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion, soit en exploitant sa faiblesse ou ses besoins, soit en utilisant à ces fins des établissements d'enseignement, de santé, des asiles ou des orphelinats. En cas de condamnation, la fermeture de l'établissement qui a servi à commettre le délit peut être ordonnée, soit définitivement, soit pour une durée qui ne peut excéder trois années. ». Le code de la famille est régi par la Moudawana ou "Code du statut personnel marocain" (1958, amendé en 1993, révisé en 2004). Après avoir connu des attentats islamistes meurtriers (Casablanca en 2003, Marrakech en 2011), l'État marocain reprend en main ses 52 000 mosquées et les imams qui y officient, de même que ceux envoyés en Europe ou dans d'autres pays d'Afrique. Sous l'égide du ministre des Affaires religieuses, l'Institut Mohammed-VI de Rabat vise à former les futurs imams et les mouchidates selon les préceptes de l'islam marocain. Par ailleurs, le ministère surveille et contrôle les mosquées afin de contrer toute radicalisation ou emprise du politique sur ces lieux d'enseignement religieux. (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

LIBERTY TO KILL



L'UNRWA pleure ses collaborateurs

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a rendu hommage, lundi 30 octobre, aux 63 membres de son personnel tués par les frappes israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre. "Il n'y a pas de mots pour décrire la douleur de la perte de 63 de nos collègues de l'UNRWA tués à Gaza depuis le 7 octobre", a expliqué l'organisme onusien dans un communiqué publié sur son compte X. "Cette insupportable souffrance qui continue à se manifester chaque jour doit impérativement cesser", ajoute le communiqué. Malgré les risques encourus par son personnel, l'UNRWA, la plus grande agence des Nations unies opérant à Gaza, continue à apporter l'assistance nécessaire aux Gazaouis. Plus de 600 000 Palestiniens déplacés s'étant réfugiés dans ses écoles situés dans les différentes zones de l'enclave, en quête de sécurité et de soutien, alors que les attaques israéliennes contre la Bande de Gaza ne cessent de s'intensifier. Le bilan des victimes palestiniennes s'est alourdi à 8 306 morts, a indiqué, lundi, le ministère de la Santé de l'enclave sous blocus depuis 2007 et transformée en champs de ruines et d'extrême désolation.



Le Maigret du CANARD



Majorité gouvernementale

Le PAM tenté par la duplicité

Tout porte à croire que le parti dirigé par Abdellatif Ouahbi se projette déjà dans l'après-gouvernement Akhannouch. Dans cette perspective, les manœuvres ont déjà commencé...

AHMED ZOUBAÏR

Le Fonds d'aide pour le développement rural (FDR) est de nouveau au cœur d'une bataille politique sournoise opposant le chef du gouvernement et président du RNI Aziz Akhannouch et les dirigeants du PAM. En sa qualité de ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, M. Akhannouch avait déjà affronté en 2016 l'ex-chef du gouvernement Abdelilah Benkirane sur ce dossier en se disputant sa tutelle. Sûr de son fait, M. Akhannouch a fini par obtenir gain de cause en rabaisant le caquet au leader des islamistes qui voulait absolument prendre le contrôle de ce fonds en mobilisant ses troupes parlementaires pour annuler l'article 30 du Projet de Loi de Finances (PLF) 2016 qui attribuait la gestion de ce programme doté d'un budget de 7 milliards de DH par an au ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime. Grosse des islamistes et de leur gourou qui ont vu dans cette manne extraordinaire l'occasion rêvée de l'instrumentaliser à des fins politiques pour s'implanter dans le Maroc des campagnes où le PJD n'a jamais réussi à s'implanter.

Près de 8 ans plus tard, le FDR suscite de nouveau les convoitises. Cette fois-ci du PAM et de son secrétaire général Abdellatif Ouahbi. Or, le portefeuille de l'Agriculture est toujours contrôlé par le RNI à travers Mohamed Sadiki et il en est à ce titre l'unique ordonnateur. Mais le PAM ne l'entend pas de cette oreille allant jusqu'à proposer au chef du gouvernement un partage du FDR entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville dirigée par la figure du PAM Fatima-Zahra Mansouri qui gère déjà le Fonds de Solidarité habitat et intégration urbaine institué en 2002 et qui bénéficiera au titre du budget 2024 d'une enveloppe exceptionnelle de 7 milliards de DH. Certains députés de la majorité accusent Mme Mansouri de verser dans le favoritisme politique et de ne privilégier que les municipalités-dont la sienne de Marrakech- contrôlées par son parti.

Mais Aziz Akhannouch n'est pas du genre à se laisser faire lorsqu'il s'agit de faire pièce aux manœuvres politiques qui plus est incongrues y compris de ses alliés. Incongrues car le département de l'Habitat, de



Le leader du PAM Abdellatif Ouahbi.

l'Urbanisme et de la politique de la ville, comme son intitulé l'indique, n'est concerné en rien par les affaires rurales, sauf à considérer que le Fonds de développement rural est un gâteau qu'il convient de partager en bons alliés à l'image de la logique qui avait présidé lors de l'élection des bureaux des communes et des régions.

Solidarité

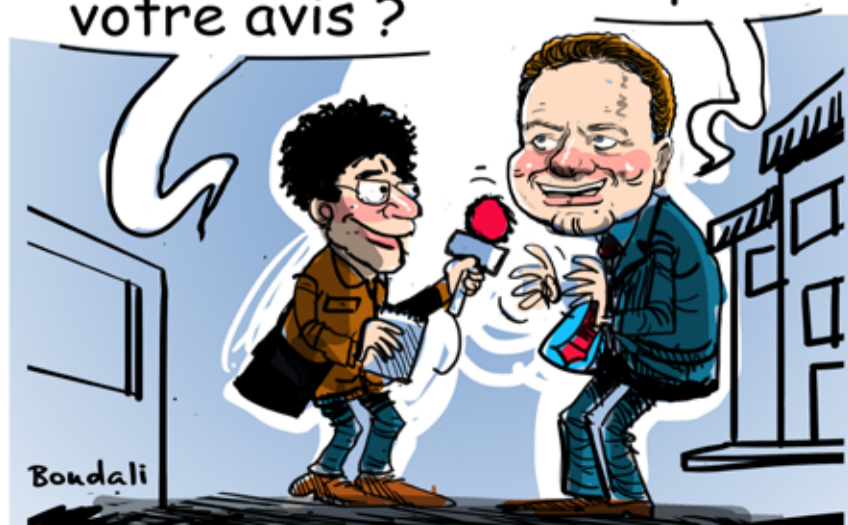
Bon prince, Aziz Akhannouch avait tenu à ce que la chefferie de ces collectivités locales soit répartie à égalité, indépendamment de nombre de sièges obtenus par chacune des trois formations composant la majorité. C'est en vertu de cette démarche unitaire que l'Istiqlal a décroché par exemple la présidence de la région Casablanca-Settat alors qu'elle devrait normalement échoir, arithmétiquement parlant, au RNI dont le patron était convaincu que cet équilibre au niveau de la démocratie locale est un atout de taille pour la cohésion gouvernementale et la solidarité de ses membres. Or, la proposition formulée par le PAM de partage du FDR va à l'en-

contre de cet esprit unitaire défendu crânement par le chef de la majorité et dégagerait des relents électoralistes. Ce qui pourrait signifier que le parti de Ouahbi se positionne déjà à mi-mandat pour les élections législatives de 2025. Voilà qui est de nature à remettre en cause la cohésion gouvernementale et à alimenter la tension entre les trois alliés. Surtout que Abdellatif Ouahbi estime que son parti est victime des attaques de ses amis politiques notamment l'Istiqlal et qu'il est hors de question que la cohésion gouvernementale se fasse aux dépens du parti qu'il dirige. D'où son appel lancé aux députés et conseillers PAM réunis à Rabat après le session d'ouverture du Parlement le 13 octobre, de changer de ton à l'égard du gouvernement en s'opposant. En clair, le chef PAM a donné à ses troupes le feu vert pour qu'ils fassent de l'opposition. Une manière de prendre ses distances avec la politique de l'exécutif en prévision des prochaines échéances législatives. Avec en ligne de mire la primature...Ce qui constitue un coup de canif dans le pacte de la majorité que M. Akhannouch fait tout pour préserver. ▀

Le ministre du Transport avoue n'avoir pas trouvé solution aux problèmes du transport dans le monde rural

Et qui va trouver la solution à votre avis ?

Votre question est une impasse



Le Maigret du CANARD



Le programme Al Moutmir de Semis direct

La campagne 2023-2024 sous le signe de l'élargissement

En partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural, des Eaux et Forêts et l'Institut National de la Recherche Agronomique, l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir (UM6P) apporte à travers le programme Al Moutmir son appui au déploiement du programme national visant la promotion du semis direct, pilier de l'agriculture de conservation.

JAMIL MANAR

Al Moutmir semis direct affiche de grandes ambitions pour la campagne 2023-2024. Les promoteurs de ce programme comptent élargir la superficie couverte de semis direct de 11500 h additionnels, ce qui porte la superficie globale couverte depuis le lancement par le groupe OCP du dispositif en 2019 à plus de 36500 hectares situés dans plus de 130 localités et 26 provinces réparties sur les différentes zones agricoles du Royaume. L'objectif de cette opération d'extension est d'accompagner les besoins des agriculteurs demandeurs en intégrant de nouvelles localités. Dans ce cadre, un parc de plus de 68 semoirs a été mis à la disposition des diverses organisations professionnelles agricoles implantées dans plus de 130 zones. Le dispositif priorise les grandes familles de cultures annuelles pratiquées au Maroc, à savoir les céréales, notamment légumineuses, mais aussi d'autres cultures à fort potentiel comme les oléagineuses. L'adaptation est la pierre angulaire de Al Moutmir et c'est dans cet esprit qu'il a été pensé et conçu pour la première fois par le groupe OCP avant que le relais ne soit pris par l'UM6P. Comme les changements climatiques et la rareté des précipitations ont fortement impacté le secteur agricole, il était nécessaire, voire vital de promouvoir des modèles de transition agro-écologique capables d'améliorer la capacité d'adaptation du secteur face à ces nouvelles contraintes. Al Moutmir s'inscrit justement dans le cadre

des efforts déployés par OCP et l'UM6P en vue de contribuer à la promotion des mesures d'adaptation durable de l'agriculture nationale au défi climatique tout en renforçant la capacité d'appliquer un ensemble de techniques et de connaissances dans la pratique agricole en sensibilisant la communauté des agriculteurs, les associations professionnelles et les agronomes. L'action des initiateurs de Al Moutmir est en ligne avec le plan national de promotion du semis direct visant à réaliser 1 million d'hectares de semis direct à l'horizon 2030.

Pilier de l'agriculture de conservation, le semis direct consiste à utiliser des semoirs adaptés avec zéro labour, ce qui permet de préserver les sols, les stocks d'eau et contribue par conséquent au développement de la vie microbienne des sols. La mission que s'est fixée les responsables de Al Moutmir est de généraliser la technique du semis direct comme nouveau modèle de transition agro-écologique de l'agriculture nationale. Offrant plusieurs autres avantages, le semis direct joue un rôle important dans la séquestration du carbone. Le taux de matière organique évolue de façon remarquable sous semis direct en fonction du temps, alors que sous le travail classique, à savoir le labour traditionnel, le sol garde sensiblement les mêmes taux. L'agriculture de conservation permet donc d'éviter une perte nette de matières organiques et d'engranger des gains sous forme de stockage du carbone dans le sol.

Pour la campagne de cette année, plus de 584 plateformes de démonstration (PFD) céréales et légumineuses dédiées au semis



Le dispositif Al Moutmir priorise les grandes familles des cultures annuelles pratiquées au Maroc, à savoir les céréales et les cultures à fort potentiel comme les oléagineuses.

direct ont été mobilisées. Ce dispositif comprend une conduite technique optimale ainsi qu'un protocole scientifique visant à faciliter le transfert technologique et l'accompagnement des agriculteurs afin qu'ils s'approprient les bonnes pratiques agricoles (identification des besoins des sols, fertilisation sur mesure et la lutte intégrée, récolte et stockage). La formation est une composante essentielle de l'initiative Al Moutmir. A cet effet, un programme de formation customisée a été mis en place en vue d'accompagner les agriculteurs bénéficiaires en terme d'expertise et de conseil fournis par une équipe d'experts et agronomes expérimentés.

Cet accompagnement couvre diverses thématiques techniques en relation avec le système semis direct tout au long de la campagne agricole: choix variétal en céréaliculture, réglage des semoirs de semis direct, gestion des résidus des cultures, choix des rotations culturales adaptées, bonnes pratiques de récolte, etc. Cette formation est assurée par une équipe d'experts nationaux et de partenaires (INRA, ONCA, DRA, OPA, distributeurs d'intrants...). Des formations techniques et spécifiques sont également dispensées en machinisme agricole au profit des jeunes entrepreneurs et des tractoristes membres des organisations professionnelles partenaires.

Pour élargir l'usage du semis direct à de nouvelles zones agricoles, Al Moutmir mobilise 23 nouveaux semoirs pour la cam-

pagne 2023-2024, dont deux à Moulay Yaacoub, où les agriculteurs sont demandeurs du semis direct, pour couvrir une superficie cible de 8 500 ha à l'échelle de la région de Fès-Meknès.

Cette mobilisation s'accompagne d'un programme de suivi de proximité assuré par l'équipe Al Moutmir sur place: analyses de sol, plateformes de démonstration, ainsi que des formations agronomique et technique tout au long du cycle de la culture. Pour une meilleure adhésion des agriculteurs et une pérennisation du système semis direct dans les régions couvertes, Al Moutmir a opté pour une approche participative des agriculteurs et des organisations professionnelles.

La réussite de cette approche est tributaire de l'engagement sans faille de toutes les parties prenantes qui travaillent au quotidien pour générer de la valeur malgré les défis affrontés par la filière. « Notre approche repose sur l'identification de leaders locaux qui bénéficient d'un programme intégré d'accompagnement et de renforcement de capacités en vue d'assurer la relève et de pérenniser l'offre pour un maximum d'impact », explique-t-on du côté des responsables de Al Moutmir. ▀

En savoir plus sur le programme Al Moutmir de semis direct :

- Youtube : <https://urlz.fr/o4YU>

- Site web : <https://www.almoutmir.ma/>

Le digital comme atout

Le recours au digital pour capitaliser sur la data collectée auprès des agriculteurs représente l'un des points forts du programme Al Moutmir semis direct. Tout en favorisant la prise de décision, la numérisation facilite l'enrichissement de la base de données relative à la mise en œuvre de cette technique agricole. A travers les solutions technologiques développées par l'équipe, Al Moutmir vise la digitalisation de la conduite agronomique des parcelles de démonstration du semis direct. Cela permet de remonter et suivre les informations en temps réel sur l'évolution des plateformes pour capitaliser sur le savoir agronomique récolté au niveau de chaque plateforme de démonstration ou chaque terrain suivi et conduit en semis direct. Ce gisement de savoir agronomique et économique est mis ensuite à la disposition de l'écosystème scientifique, académique et économique national. L'objectif étant de partager et de capitaliser sur les remontées de terrain en vue de proposer des solutions adaptées aux agriculteurs optant pour le semis direct. Ce qui ne manquera pas de contribuer à l'émergence d'une agriculture de conservation dynamique, prospère et durable.



Le Maigret du CANARD



La ville de Es-Smara touchée par des tirs de projectile à caractère terroriste

Le Polisario déclare la guerre au Maroc

SALIHA TOUMI

Ce samedi 28 octobre, un peu avant minuit, les habitants de Es-Smara ont été effrayés par le bruit de quatre énormes déflagrations. Au début, tout le monde a pensé à l'explosion de bonbonnes de gaz avant que les choses se précisent. Il s'agit de tirs de projectiles qui ont touché trois endroits distincts : Les quartiers Hay Salam et la ZAP ainsi que le quartier industriel. Bilan : un mort et trois blessés dont deux dans un état grave. La victime est un jeune marocain vivant en France qui se trouvait en vacances chez sa tante dans cette ville du Sahara marocain. Parmi les blessés, un policier qui n'était pas en service au moment des faits. Aussitôt après ces explosions, « le procureur général du roi près la cour d'appel de Laâyoune a confié à l'équipe d'enquête la réalisation des expertises techniques et

balistiques nécessaires afin d'identifier l'origine et la nature des projectiles », a expliqué un communiqué cité par la MAP. Le ministère public « veillera à établir les effets juridiques qui s'imposent à la lumière des résultats de l'enquête », ajoute la même source.

Des images ayant circulé le lendemain sur les réseaux sociaux montrent un pan effondré de la toiture d'une habitation vide et deux impacts au sol. D'autres images montrent des débris métalliques et des trous dans les murs. Pas de doute, il s'agit bien d'une attaque militaire contre des bâtiments civils ne pouvant être que le fait du Polisario. Le mouvement séparatiste à la solde de l'Algérie ne tardera pas à revendiquer ces frappes dans un communiqué, confirmant ainsi son caractère terroriste. Dans ce communiqué daté du dimanche 29 octobre et de la localité de Bir Lahlou, se vante d'avoir attaqué des positions appartenant aux « forces d'occupation » dans les localités de



Un acte terroriste qui "ne restera pas impuni", selon Omar Hilale.

Mahbes, Farcia et la ville de Es-Smara. C'est la première fois que les mercenaires de Tindouf tirent des missiles sur une ville marocaine en visant des civils. Lors d'une conférence de presse donnée lundi 30 octobre au siège de l'ONU à New York, à l'issue de l'adoption par le

Conseil de sécurité de la résolution 2703 sur le Sahara, l'ambassadeur marocain auprès de l'ONU Omar Hilale a qualifié d'acte terroriste les tirs de projectiles sur des habitations à Es-Smara. Pour le diplomate, il s'agit d'un « acte de guerre » qui « ne restera pas impuni ».

Faut-il négocier avec des terroristes ?

Les tirs de projectiles sur Es-Smara s'apparentent à un baroud d'honneur du Front Polisario qui a perdu la bataille diplomatique menée en son nom par son géniteur algérien. Le timing plaide pour cette thèse puisque le forfait perpétré est intervenu à la veille de l'adoption lundi 30 octobre de la résolution 2703 sur le Sahara marocain par le Conseil de sécurité de l'ONU par 13 voix contre deux abstentions (Russie et Mozambique). L'Algésario savait que ce texte, présenté par les États-Unis, et qui a prorogé le mandat de la Minurso d'une année, allait enterrer définitivement leur revendication irréaliste et impraticable de référendum d'autodétermination et plébisciter le plan d'autonomie proposé en 2007 par le Maroc comme unique solution à ce conflit créé par l'Algérie. D'où cette attaque désespérée d'un ramassis de desperados qui ne peuvent plus vendre la chimère de l'indépendance aux populations sahraouies séquestrées depuis plusieurs décennies dans des conditions catastrophiques dans les camps de Tindouf algériens. Fin de l'imposture. La vérité a éclaté au grand jour. Fait nouveau, la France, par la voix de son ambassadeur Nicolas de Rivière, a exprimé cette fois-ci son soutien de manière explicite à « une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable conformément aux résolutions du Conseil de sécurité » tout en affirmant « qu'il est temps désormais d'avancer sur la voie tracée par « le plan d'autonomie marocain » auquel la France apporte un « soutien historique, clair et constant ». L'Algérie a été de nouveau tenue pour une partie prenante importante du litige puisqu'elle a été invitée, au même titre que le Maroc, la Mauritanie et le Polisario, à reprendre le format des tables rondes, instituées par le prédécesseur de Staffan de Mistura qu'elle avait rejetée en alléguant ne pas être concernée par le dossier du Sahara. Voire... En tirant des missiles sur Es-Smara, le Polisario a rompu non seulement le cessez-le-feu instauré en 1991 entre les deux belligérants mais s'est rendu également coupable d'une action terroriste. Les engins de mercenaires ayant visé des bâtiments civils et des populations et non des objectifs militaires. Avec cet acte lâche, le Polisario a perdu son statut d'interlocuteur crédible qui n'a pas sa place dans les futures tables rondes. On ne négocie pas avec des mercenaires doublés de terroristes.

Ligue africaine de football Le Wac file en finale

Le mercredi 1er novembre, l'ES Tunis accueillait le Wydad pour la demi-finale retour de la Ligue africaine. Vainqueurs à l'aller (1-0), les Wydadis, battus dans le temps réglementaire (0-1), ont dû aller jusqu'à la séance de tirs au but pour décrocher leur place en finale de la compétition (5-4, tab). Les Tunisiens peuvent nourrir quelques regrets, notamment après avoir raté une belle occasion en fin de match.



Le Wac a bien géré le match...



Le Maigret du CANARD



« 500 Global »

Maroc Telecom, seule entreprise des télécoms à figurer au top 10



Maroc Telecom toujours au top...

Maroc Telecom est la seule entreprise du secteur des télécoms à figurer dans le Top 10 de « 500 Global » 2023, classement des « 500 plus grandes entreprises marocaines », publié par le magazine Économie & Entreprises en collaboration avec Kompas. Dans ce palmarès, le leader national des télécoms occupe la 4ème place, tous secteurs d'activités confondus. Ce positionnement distingué vient saluer les performances du groupe Maroc Telecom qui arrive bon an mal an à maintenir un excellent niveau de rentabilité et d'investissements malgré un contexte

national et international plein de contraintes. Les résultats au 30 septembre 2023 du groupe en témoignent, qui ont fait ressortir des indicateurs au vert: un chiffre d'affaires consolidé en croissance de 3,2%, portée essentiellement par les filiales Moov Africa (+7,5%), un Résultat Net ajusté Part du Groupe en progression de 2,4% et un niveau soutenu d'investissements du Groupe (hors fréquences et licences) atteignant 20,7% des revenus. Qui dit mieux? Groupe innovant et performant, Maroc Telecom peut naturellement se targuer de tirer le secteur des télécoms vers le haut.

Génocide en cours à Gaza

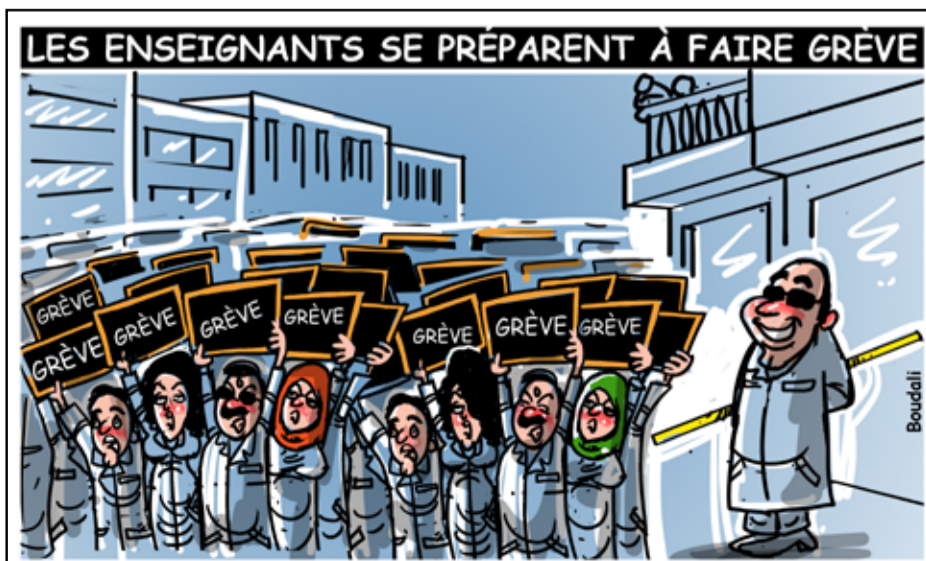
L'Espagne mouche Israël

La ministre espagnole des Droits sociaux par intérim et dirigeante de Podemos Ione Belarra a demandé que "face à la tentative de génocide menée par l'État d'Israël à Gaza, le gouvernement espagnol poursuive Benjamin Nétanyahou devant la Cour pénale internationale pour crimes de guerre". Elle ajoute "le

cœur serré", que ce "génocide organisé" laissant des milliers de civils sans ressources et sous les bombes est mené "en guise de punition collective, au mépris du droit international". Voilà une voix juste qui n'a pas peur de dire la vérité et qui va à l'encontre de l'alignement inconditionnel européen sur les thèses israéliennes. Quant au



Lone Belara, une position juste et courageuse.



Parti socialiste espagnol, le chef du gouvernement sortant, Pedro Sánchez, a réaffirmé une position plus équilibrée en faveur de la reconnaissance de deux États qui "puissent coexister dans la paix". Ce discours de raison ne plait pas au gouvernement israélien d'extrême droite. L'ambassade israélienne a publié lundi 16 octobre un communiqué sur le réseau social X, dans lequel elle lance un appel à Pedro Sánchez pour qu'il dénonce et condamne, sans équivoque, les "déclarations honteuses et abso-

lument immorales" de certains membres de l'exécutif espagnol, "et qui mettent en danger les communautés juives en Espagne". Dans la soirée, le ministère des Affaires étrangères espagnol a répondu de façon catégorique, en "rejetant les contrevérités du communiqué de l'ambassade d'Israël". "Dans une démocratie à part entière comme en Espagne, tout dirigeant politique peut exprimer librement ses positions, en tant que représentant d'un parti politique", conclut-il.



مجموعة بريد المغرب
.XO.Π Θ.ΟΞΛ ΗCΨΟΞΘ
GROUPE BARID AL-MAGHRIB

Communiqué de presse

"Lettre Recommandée Électronique Légale" : La nouvelle offre numérique innovante de Barid Al-Maghrib

Rabat, le 1er novembre 2023 – Barid Al-Maghrib lance sa toute nouvelle gamme de services de dématérialisation de l'échange du courrier, baptisée "Lettre Recommandée Électronique Légale" (ou LRE Légale). À cet effet, le Groupe a développé une plateforme conforme au cadre juridique de la LRE Légale en vigueur, aux niveaux national et international. Il s'agit d'une gamme de prestations partiellement ou totalement numérisées qui garantit la fiabilité, la sécurité et la confidentialité.

Composée de trois types de services, cette gamme vise à offrir une expérience utilisateur avancée, aux clients, qu'ils soient des personnes morales ou physiques, à travers des parcours adaptés à leurs besoins.

- La Lettre Recommandée Hybride (LRH), est un courrier recommandé ayant une valeur légale. C'est une solution qui permet l'envoi en masse et le suivi en ligne du courrier recommandé ainsi que sa distribution physique (format papier) au destinataire en main propre ou à son adresse, avec ou sans accusé de réception.
- La Lettre Suivie Hybride (LSH), quant à elle, est une solution permettant l'envoi en masse du courrier suivi en ligne, avec distribution physique (format papier) dans la boîte aux lettres du destinataire, sans nécessité de signature.
- Enfin, la Lettre Recommandée Électronique (LRE), qui est une solution entièrement numérique permettant d'envoyer, de suivre et de livrer le courrier recommandé en ligne. Les caractéristiques de cette solution lui confèrent la même valeur légale que la lettre recommandée papier. De plus, la LRE propose une variante "LRE simplifiée" qui conserve les mêmes caractéristiques que l'offre de base avec un processus simplifié pour l'identification et l'authentification des destinataires.

Grâce au déploiement de cette plateforme, Barid Al-Maghrib confirme son statut d'acteur de premier plan, du marché du courrier numérique, notamment en garantissant le respect des exigences légales qui assurent la validité des échanges électroniques. Le Groupe est d'ailleurs le premier opérateur public agréé par l'État pour fournir de tels services de confiance numérique à caractère légal, à l'image de Barid eSign, la solution numérisée pour la certification des échanges électroniques, en conformité avec les dispositions de la loi n°53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques et de la loi n°43-20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques.

TOUJOURS FIDÈLES À NOTRE COMMUNAUTÉ, DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Retour de McDonald's Maroc sur les questions et rumeurs infondées qui circulent actuellement



En tant que Marocains, nous sommes profondément attristés face à l'ampleur de la catastrophe humaine engendrée par la guerre actuelle à Gaza. Nous prions Dieu le Tout-Puissant de couvrir de sa miséricorde nos soeurs et frères palestiniens, victimes civiles innocentes de ce conflit.

Depuis plusieurs jours, nous faisons l'objet de rumeurs fausses et infondées qui tendent à associer notre enseigne aux événements survenus au Proche-Orient. Nous tenons, à travers ce document de questions/réponses, à apporter les clarifications nécessaires pour corriger les fausses allégations actuellement en circulation :

Question 1

“ Vous dites que vous êtes une entreprise marocaine avec un capital marocain et que vos profits restent au Maroc. Nous savons bien sûr que vous exploitez une enseigne américaine et que vous êtes obligés de verser des droits d'exploitation à McDonald's International qui, selon les rumeurs, soutient clairement une des deux parties de ce conflit. Qu'en dites-vous ? ”

Réponse 1

Ces rumeurs sont fausses.

Les royalties que la société marocaine FRI, franchisé de McDonald's au Maroc paie à McDonald's International, ne servent en aucun cas à soutenir un quelconque gouvernement ou une quelconque cause politique. Les multinationales cotées en bourse obéissent à des règles de gestion strictes ainsi qu'à une obligation de transparence totale de leurs comptes que ce soit au niveau international, régional ou local.

Par contre, ce qui est indéniable et facilement vérifiable, c'est que notre investissement au Maroc, notre capital fixe, les salaires directs que nous payons, les milliers d'emplois indirects que nous créons, les impôts et taxes ainsi que toutes les autres dépenses d'exploitation que nous générons, profitent de manière directe à l'économie de notre pays et y créent de la richesse.



Question 2

“ Vous êtes restés silencieux aux appels de boycott qui visent McDonald's, accusée d'être directement impliquée au soutien d'une partie dans le conflit actuel au Proche-Orient. Ce silence signifie-t-il reconnaissance de votre part ? ”

Réponse 2

Tout d'abord et en tant que Marocains, nous sommes profondément attristés face à l'ampleur de la catastrophe humaine engendrée par la guerre actuelle à Gaza. Nous suivons avec beaucoup d'attention et de tristesse le développement des événements récents au Proche-Orient et nous prions Dieu le Tout-Puissant de couvrir de sa miséricorde nos soeurs et frères palestiniens, victimes civiles innocentes de ce conflit.

Ensuite, nous tenons à souligner que l'action communautaire et la communication d'un franchisé de McDonald's dans son pays n'engage que lui, pour son propre marché et dans le strict périmètre géographique de sa licence d'exploitation. Par conséquent et en ce qui nous concerne, il est important de rappeler qu'au Maroc, FRI, le franchisé de McDonald's International, est une entreprise 100% marocaine, de droit marocain avec un capital 100% marocain, qui emploie 5300 collaborateurs marocains et qui crée plusieurs milliers d'emplois indirects à travers le Maroc.

Enfin, en tant que franchisé sur le territoire marocain, notre seule et unique vocation est de fournir à nos clients, dans notre pays, la meilleure expérience de restauration possible. Par ailleurs, nous sommes également et totalement engagés à contribuer activement au développement social et économique de notre communauté et de notre pays.



Question 3

“Depuis quelques jours, une vidéo circule sur les réseaux sociaux mettant en avant le fait que McDonald's vient de sortir dans ses restaurants un emballage de couleur bleu sur fond blanc en signe de soutien politique à une des parties du conflit actuel au Proche-Orient. Est-ce vrai ?”

Réponse 3

Cette information est complètement fausse.

L'emballage en question est utilisé dans nos restaurants depuis l'année 2013 et cette information est totalement et facilement vérifiable pour toute personne intéressée. Nous tenons à préciser que nous utilisons une gamme d'emballages génériques composée de plusieurs couleurs telles que le vert, jaune, rouge, mauve etc..., et l'utilisation d'une couleur donnée sert uniquement à faciliter l'identification de nos produits et à fluidifier la gestion opérationnelle de la production et du service dans nos restaurants.

Question 4

“Tous les franchisés de McDonald's au Moyen-Orient ont publié des communiqués annonçant l'octroi de dons importants au profit des victimes civiles palestiniennes à Gaza ? Ne partagez-vous pas leur position ?”

Réponse 4

En règle générale, nous ne pouvons pas nous prononcer sur les actions ou les positions d'autres franchisés McDonald's dans d'autres pays. Chaque franchisé est libre et indépendant sur ses actions caritatives dans la limite de son territoire géographique selon sa licence d'exploitation.

En ce qui nous concerne, et depuis l'ouverture de notre premier site au Maroc en 1992, nous avons toujours été présents auprès de nos communautés à travers des actions régulières de solidarité, dernière en date celle au profit des victimes du tragique séisme d'Al Haouz pour un montant de 22 millions de dirhams.

“22 MILLIONS DE DIRHAMS DE CONTRIBUTION SOLIDAIRE LORS DU SÉISME D'AL HAOUZ”



Question 5

“D'accord, mais cela concerne des causes et des actions au Maroc et nous comprenons. Mais ne prévoyez-vous pas d'actions de solidarité en faveur des victimes civiles de Gaza à l'image de vos confrères au Moyen-Orient ? Êtes-vous contre l'idée ?”

Réponse 5

Aucunement. En tant que Marocains nous sommes de toute évidence profondément attristés face à l'ampleur de la catastrophe humaine engendrée par ce conflit à Gaza.

Ceci dit, en tant qu'entreprise de droit marocain, nous sommes tenus de respecter des procédures administratives spécifiques à l'octroi d'un don, même à l'intérieur du Maroc. Quand il s'agit de dons à l'extérieur du périmètre de notre pays, nous sommes également tenus de respecter des procédures spéciales dans le cadre de la réglementation en vigueur.

C'est ce que nous sommes précisément en train de faire depuis un moment. Dès que les conditions administratives seront réunies, nous n'hésiterons aucune seconde à nous joindre aux efforts nationaux et internationaux, à travers les organismes humanitaires habilités, pour apporter l'aide urgente et nécessaire à nos soeurs et frères palestiniens, victimes civiles et innocentes affectées à Gaza.

Question 6

“Vous avez complètement suspendu votre communication sur les réseaux sociaux alors que vous êtes parmi les marques qui y sont les plus actives. Avez-vous peur de confronter l'opinion publique suite aux appels au boycott ?”

Réponse 6

Nous avons un code de bonne conduite qui régit notre politique de communication commerciale en temps de catastrophe ou de crises humanitaires majeures.

Notre code d'éthique et déontologique nous exige d'adopter une position discrète lors de ce genre d'événements par respect pour la sensibilité de l'opinion publique face à la gravité de la situation, comme cela a été le cas récemment suite au tragique séisme d'Al Haouz. Nous estimons que tout contenu commercial est inapproprié pendant ce genre de situations.



Scannez ici pour découvrir qui nous sommes !





Bec et ONGLES



*Le secrétaire général de la Ligue Arabe
l'Égyptien Ahmed Abou Lgheit*

Nous bombardons Israël avec des communiqués...

PROPOS RECUEILLIS PAR LAILA LAMRANI

Une équipe du Canard a rencontré le secrétaire général de la Ligue Arabe l'Égyptien Ahmed Abou Lgheit, 80 ans, qu'elle a interrogé sur le silence assourdissant de l'instance qu'il dirige depuis 2016 sur les nettoyage ethnique en cours à Gaza.



Alors on n'entend toujours pas la voix des pays arabes et de leur ligue face au génocide en cours à Gaza depuis plus de trois semaines. Que se passe-t-il ?

On attend que cesse le bruit assourdissant des bombes larguées par l'aviation israélienne sur Gaza et ses habitants pour que l'on se réunisse. Il y a trop de Chahut, de Chahid, de pleurs et de bruits de déflagrations...

Ah bon !

On craint que notre grand communiqué de condamnation habituelle que personne n'attend en fait tellement il est le fruit d'un copier-coller qui remonte à des lustres ne passe inaperçu. Donc, on préfère donc attendre des heures meilleures.

Attendre que les terroristes israéliens massacrent tous les Gazaouis jusqu'au dernier bébé ?

S'il vous plaît, soyez soft et moins cruelle dans votre présentation des faits. Les Palestiniens ne disparaîtront jamais tout comme leur cause. Nos prières et nos communiqués les accompagnent dans leur résistance héroïque sous les raids israéliens.

Mais on ne libère pas une terre et un peuple sous l'oppression et un régime d'apartheid juste avec de la rhétorique et des vœux pieux...

Mais c'est notre meilleure arme à défaut de posséder des outils de pression et de dissuasion capables de changer les choses sur le terrain. On fait avec les moyens du bord et du pauvre, forts des manifestations des vaillants peuples arabes contre l'ennemi israélien.

Mais l'Occident complice conduit par les États-Unis a choisi clairement en assumant son camp, celui du maintien de l'occupation et de l'agression barbare contre les civils palestiniens allant jusqu'à refuser une trêve humanitaire et un cessez-le-feu...Avez-vous choisi votre camp ?

Notre camp est clair depuis longtemps, celui de la diplomatie des salamales qui donne l'impression d'agir et qui ménage le chou et la chèvre, le faible et le puissant.

Les Palestiniens et leur cause accusent les dirigeants arabes d'avoir bradé leur cause. Êtes-vous d'accord ?

La faute à l'impuissance arabe qui ne fait pas le poids devant la puissance sioniste et ses soutiens que tout le monde connaît aujourd'hui.

La Foire du livre de Francfort signe une attaque anti-palestinienne

A la guerre barbare livrée par l'armée d'occupation israélienne aux Palestiniens sans défense de la bande Gaza répond une guerre médiatique et culturelle dont le bruit a retenti au cœur de la Foire du livre de Francfort. Au lendemain de l'attaque-surprise du Hamas contre Israël, toutes les activités de l'autrice palestinienne Adania Shibli à cette manifestation majeure de l'édition internationale, qui a eu lieu du 18 au 22 octobre, ont été annulées. Le prix LiBeraturpreis 2023 qu'elle devait recevoir pour son livre « un détail mineur » a été « reporté » et sa rencontre avec le public supprimée du programme. Les responsables de cette drôle de foire n'ont pas fait dans le détail. Argument avancé par ces derniers : rendre « les voix israéliennes particulièrement audibles », Normal, elles ne le sont pas parce qu'elles sont couvertes par le bruit assourdissant des bombardements criminels de l'armée israélienne de la population de Gaza.

Dans une pétition, plus de 1 600 personnes, dont trois Prix Nobel de littérature (Olga



Adania Shibli.

Tokarczuk, Abdulrazak Gurnah, Annie Ernaux), ont témoigné leur soutien à Adania Shibli dont le seul crime est d'être palestinienne. Vite un prix de la palestinophobie à cette foire foireuse...

Cancer du sein : 34 nouveaux cas et 11 femmes en décèdent chaque jour

La détection précoce un pilier de la prise en charge

DR TAYEB HAMDI *

Au Maroc le cancer du sein est le cancer le plus répandu : plus d'un cancer sur 5 cancers diagnostiqués (hommes et femmes) est un cancer du sein (22,6%), et environ 4 cancers sur 10 cancers diagnostiqués chez la femme sont des cancers du sein (38,1%).

34 cas de cancers de sein sont diagnostiqués par jour au Maroc soit 12 000 cas par an, et 11 femmes en décèdent tous les jours soit 4000 décès par an.

Le cancer du sein est également le cancer le plus répandu au monde : en 2020 (2,26 millions de cas) et 685 000 décès. Les cancers du sein se placent désormais en première position des cancers, dépassant pour la première fois les cancers du poumon relégué en deuxième place.

Heureusement, le cancer du sein est parmi les cancers qui ont les meilleurs pronostics si détectés et pris en charge tôt avec le moins possible de complication et une survie presque normale. Mais si diagnostiqués tardivement, les traitements, les complications et les séquelles sont plus lourds et la survie très abaissée. Pratiquer une mammographie tous les 2 à 3 ans dès l'âge de 50 ans, reste le moyen le plus efficace pour détecter les cancers du sein précocement et assurer une meilleure prise en charge et plus de chance de guérison ou presque.

Apprendre aux femmes dès l'âge de 25 ans à faire l'autopalpation mensuelle de leurs seins après la période des règles, reste un autre moyen important de déceler tout changement au niveau des seins pour

initier une consultation médicale et un diagnostic précoce. Pour les femmes avec des facteurs de risque, ces examens sont proposés bien avant l'âge de 50 ans. On estime qu'une femme sur 10 fera un cancer du sein au cours de sa vie, et qu'en général une femme sur 25 décèdera d'un cancer du sein.

La moitié des cancers du sein apparaissent chez des femmes qui ne présentent aucun facteur de risque spécifique mis à part le sexe et l'âge.

Les facteurs de risque du cancer du sein :

1. Les femmes : 99% des cancers du sein diagnostiqués, les hommes 1%.
2. L'âge : Près de 80% des cancers du sein se développent après 50 ans.
3. Les antécédents personnels ou familiaux de cancer du sein, de l'ovaire ou de l'endomètre.
4. Des facteurs de risque liés au mode de vie pouvant favoriser l'apparition du cancer du sein : Tabac, alcool, surpoids et manque ou absence d'activité physique
5. Les prédispositions génétiques au cancer du sein.

Les cancers chez la femme au Maroc : Sein (38,1%), thyroïde (11,3%), Col de l'utérus (8,1%), le Colo-rectum (6,9%), Ovaire (4%).

Les cancers chez l'homme au Maroc : Poumon (25,6%), Prostate (13,6%), Colo-rectum (8,9%), Vessie (5,4%), Lymphome Non Hodgkinien (4,5%).

* Médecin, chercheur en politiques et systèmes de santé



Le Maigret du CANARD



Transavia met le paquet sur le Maroc

Le plan stratégique «Light In Action» poursuit son rayonnement ! Dans ce cadre, l'ONMT a annoncé récemment le renforcement de son partenariat avec Transavia, filiale du groupe Air France-KLM, à travers une augmentation conséquente de l'offre aérienne au départ de la France à partir de cet hiver 2023. Ce partenariat est d'autant plus stratégique qu'il prévoit la relance de la ligne Paris-Dakhla, lancée en 2018 mais suspendue à cause de la crise sanitaire. En vertu de ce partenariat, Transavia va non seulement relancer cette liaison mais aussi doubler le nombre de fréquences par semaine sur la destination. Les vols seront ainsi opérés lundi et vendredi en vue de dynamiser les escapades week-end de 4 jours.

Le vol inaugural a eu lieu hier lundi 30 octobre à 13h avec à bord Olivier



Le vol inaugural Paris-Dakhla avec à son bord Olivier Mazzucchelli, PDG de Transavia, accueilli sur le tarmac de l'aéroport de Dakhla Oued Eddahab par Adel El Fakir, directeur général de l'ONMT.

Mazzucchelli, PDG de Transavia, qui a été accueilli sur le tarmac de l'aéroport de Dakhla Oued Eddahab

par Adel El Fakir, directeur général de l'ONMT ainsi que par les représentants du Conseil Régional du Tou-

risme de Dakhla. Transavia compte également lancer une nouvelle ligne directe, Paris-Errachidia, à raison d'une fréquence par semaine (dimanche). Autre volet important de cet accord, le renforcement de la desserte vers Marrakech au départ de la province, à travers l'ouverture des nouvelles lignes directes Rennes-Marrakech et Brest-Marrakech.

Ce nouveau partenariat ONMT-Transavia permet d'injecter 252.315 sièges vers le Maroc au départ de la France durant la saison d'hiver 2023-2024, soit une hausse significative de 39% par rapport à l'offre de l'hiver 2022-2023. En plus des lignes aériennes sécurisées via le partenariat ONMT-Transavia, la compagnie low-cost mettra en place 206.199 sièges, ce qui portera la capacité globale à 458.514 sièges.

1^{ÈRE} APPLICATION SPORT & DÉCOUVERTE AU MAROC
10 NOUVEAUX CIRCUITS SPORTIFS INTERACTIFS



FAIRE GAGNER LE SPORT



TOUS LES MARDIS ET JEUDIS
À PARTIR DE 19H50



Le MIGRATEUR



Les USA, la Chine et l'UE signent une déclaration sur les risques de l'IA

Pendant deux jours, dirigeants politiques, experts de l'IA et géants de la tech y sont réunis à l'initiative du Royaume-Uni, qui veut prendre la tête d'une coopération mondiale sur cette technologie qui fait peur...

La Chine, les Etats-Unis, l'UE et une vingtaine de pays ont signé mercredi 1er novembre au Royaume-Uni la déclaration de Bletchley pour un développement "sûr" de l'intelligence artificielle (IA), lors du premier sommet international consacré à cette technologie à l'essor fulgurant et inquiétant. L'Union européenne et les 28 pays réunis à Bletchley Park, au nord de Londres, se sont mis d'accord sur "le besoin urgent de comprendre et gérer collectivement les risques potentiels" de l'IA à travers "un nouvel effort mondial, visant à garantir que l'IA est développée et déployée de manière sûre et responsable". "Cette déclaration historique marque le début d'un nouvel effort mondial visant à renforcer la confiance du public dans l'IA en veillant à ce qu'elle soit sûre", a salué le Premier ministre britannique Rishi Sunak sur X (ex-Twitter). Face au potentiel des modèles les plus avancés, comme le robot conversationnel ChatGPT, la déclaration de Bletchley "montre que pour la première fois, le monde se réunit pour identifier le problème et mettre en avant ses opportunités" a souligné la ministre britannique de la Technologie

Michelle Donelan à l'AFP. Cette réunion "n'a pas pour objectif de poser les bases d'une législation mondiale, elle doit servir à tracer une voie à suivre", a-t-elle précisé. Deux sommets internationaux sur l'IA suivront, en Corée du Sud puis en France, a-t-elle ajouté depuis l'emblématique centre de décryptage des codes de la Seconde guerre mondiale, où Alan Turing a "craqué" celui de la machine Enigma utilisée par les nazis.

- "Arbitre indépendant" -

Pendant deux jours, dirigeants politiques, experts de l'IA et géants de la tech y sont réunis à l'initiative du Royaume-Uni, qui veut prendre la tête d'une coopération mondiale sur cette technologie. Le milliardaire américain Elon Musk, qui a cofondé l'entreprise pionnière OpenAI en 2015, a plaidé mercredi pour qu'un "arbitre indépendant" puisse "sonner l'alarme s'il a des inquiétudes" sur les évolutions de l'IA, l'une des "plus grandes menaces" qui pèsent sur l'humanité, a-t-il déclaré à la presse à Bletchley Park. Le controversé patron de X (ex-Twitter), également à la tête de Tesla et SpaceX, échangera avec le Premier ministre britannique Rishi Sunak jeudi soir. La vice-présidente américaine Kamala Harris, qui donnait un discours à l'ambassade des Etats-Unis à Londres, a elle aussi mis en garde contre les "menaces existentielles" de l'IA, qui pourraient "mettre en péril l'existence même de l'humanité", et à plus court terme, des démocraties. Kamala Harris, qui sera présente à Bletchley Park jeudi, a également annoncé la création d'un



Une technologie à encadrer pour prévenir les dérives...

institut sur la sécurité de l'intelligence artificielle à Washington, comme le Royaume-Uni. Les IA génératives, capables de produire texte, sons ou images sur simple requête en une poignée de secondes, ont fait des progrès exponentiels ces dernières années et les prochaines générations de ces modèles feront leur apparition d'ici l'été. Ces technologies suscitent d'immenses espoirs pour la médecine ou l'éducation, mais pourraient aussi déstabiliser les sociétés, permettre de fabriquer des armes ou échapper au contrôle des humains, a averti le gouvernement britannique. A quelques mois d'élections cruciales comme la présidentielle américaine ou les législatives britanniques, l'IA générative fait craindre un déferlement de faux contenus en ligne, avec des montages perfectionnés ("deepfake") de plus en plus crédibles. Jeudi, de hauts responsables politiques sont attendus pour la deuxième journée du sommet. Parmi eux, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen,

le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres ou la Première ministre italienne Giorgia Meloni - seule cheffe d'Etat ou de gouvernement du G7 à faire le déplacement. Le Royaume-Uni espère les convaincre de créer un groupe d'experts sur l'IA sur le modèle du Giec pour le climat. Tout l'enjeu est d'arriver à définir des garde-fous sans entraver l'innovation pour les laboratoires d'IA et géants de la tech. L'UE et les Etats-Unis, contrairement au Royaume-Uni, ont choisi la voie de la réglementation. La semaine dernière, plusieurs entreprises comme OpenAI, Meta (Facebook) ou DeepMind (Google) ont accepté de rendre publiques certaines de leurs règles de sécurité sur l'IA à la demande du Royaume-Uni. Dans une lettre ouverte adressée à Rishi Sunak, une centaine d'organisations, experts et militants internationaux ont déploré que ce sommet se tienne à "huis clos", dominé par les géants de la tech et avec un accès limité pour la société civile. ▶

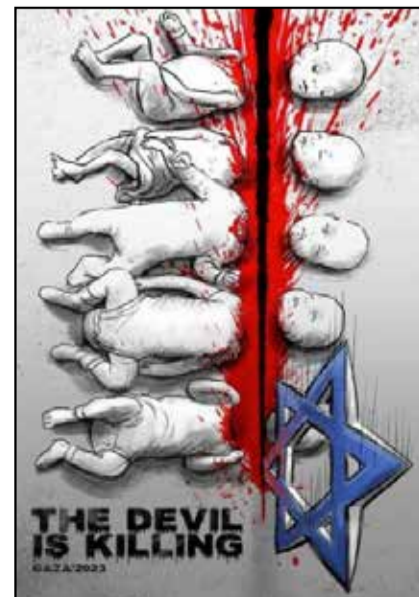


Un haut fonctionnaire de l'ONU démissionne pour dénoncer un "génocide" à Gaza

Un haut fonctionnaire des Nations unies, chargé des droits de l'homme, basé à New York, a démissionné en raison de la réaction de l'organisation aux attaques incessantes d'Israël contre Gaza, citant

les Etats-Unis, le Royaume-Uni et une grande partie de l'Europe comme étant "totalement complices de l'horrible agression". Craig Mokhiber, directeur du bureau du haut-commissaire aux droits de l'homme à New York, a annoncé sa démission dans une lettre rendue publique mardi, dans laquelle il proteste contre "l'échec" des Nations unies à empêcher ce qu'il qualifie de "génocide" des civils palestiniens de Gaza par les Israéliens. "Une fois de plus, nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux, et l'organisation que nous servons semble impuissante à l'arrêter", écrit-il dans une lettre adressée le 28 octobre à Volker Turk, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. L'armée israélienne a intensifié ses attaques aériennes et terrestres contre Gaza, faisant plus de 8500 morts dont la majorité sont des enfants. Il a rappelé que les Nations unies n'avaient pas réussi à empêcher les génocides antérieurs visant les Tutsis au Rwanda, les musulmans en Bosnie, les Yazidis en Irak et les Rohingyas au Myanmar. "Le massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans la continuité de décennies de persécution et de purge systématiques, entièrement basées sur leur sta-

tut d'Arabes, ne laisse aucune place au doute", a-t-il déclaré, ajoutant que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et une grande partie de l'Europe ne seules "refusaient de respecter leurs obligations conventionnelles" en vertu des Conventions de Genève, mais armaient également l'assaut d'Israël et lui fournissaient une couverture politique et diplomatique. Il a ensuite présenté un plan en dix points pour mettre fin à la violence contre les Palestiniens, notamment en établissant "un Etat unique, démocratique et laïque... avec des droits égaux pour les chrétiens, les musulmans et les juifs" et en détruisant l'arsenal d'armes nucléaires, chimiques et biologiques d'Israël. Il a appelé les Nations unies à "rejoindre fièrement le mouvement anti-apartheid" et à "se ranger du côté de la justice". Mokhiber, qui travaille pour les Nations unies depuis 1992, a occupé plusieurs postes importants. Il a dirigé l'élaboration d'une approche de développement fondée sur les droits de l'homme pour le haut-commissaire et a été conseiller principal en matière de droits de l'homme en Palestine, en Afghanistan et au Soudan. Avocat spécialisé dans le droit international des droits de l'homme, il a résidé à Gaza dans les années 1990. En tant que directeur du bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, il a parfois été critiqué par des groupes pro-israéliens pour ses commentaires sur les réseaux sociaux. Il a dû faire face à des réactions négatives pour avoir soutenu le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et pour avoir accusé Israël de pratiquer "l'apartheid", une affirmation qu'il a réitérée dans sa lettre de démission.



le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Abdelkarim Chankou

Saliha Toumiet Ahmed Zoubair

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaïmaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Tribune **LIBRE**



Par **Oleg Nesterenko** *

TICE : La Russie révoque sa ratification

La Fédération de Russie avait suspendu le 23 février 2023 sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III, qui n'est qu'une suite logique et parfaitement prévisible en vue du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022. Face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique – aujourd'hui, c'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le cadre du renforcement de sa sécurité nationale.

À la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie) en faveur de la révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le 18 octobre dernier, nul doute dans l'approbation de l'initiative par le Conseil de la Fédération (chambre haute) qui devrait avoir lieu ce 25 octobre et de la signature qui suivra par le président Vladimir Poutine et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification.

Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale.

La Fédération de Russie, tout comme les États-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité, que le TICE deviendrait un instrument juridique international majeur interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide.

Toutefois, un accord étatique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays-signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement,



L'arme de dissuasion massive...

le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans plus tard, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme de retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré.

Une telle attitude arrogante de l'État américain est fondée, avant tout, sur une croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les États-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des esclaves et de perpétrer les massacres à grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources.

Malgré la propagande menée par le pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesu-

rée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires.

La non-ratification du TICE par les États-Unis, signé en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine, afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité « Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements.

Cela ne date pas de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les États-Unis d'Amérique mènent une politique du désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II.

En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre, comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en

vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires en guise de représailles des cibles stratégiques ennemis. Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les États-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voire ne l'ont jamais signé : l'Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux États-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les États-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène internationale en vue de l'effondrement imminent de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inéluctable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979.

Dans le cadre de la lutte des États-Unis pour leur survie en tant que puissance dominante, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'intensifier proportionnellement à la diminution de leur suprématie.

Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté des Russes qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérés autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie.

Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. Équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajustée en flux tendu entre les parties. ▀

* Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



Can'Art et CULTURE



« A tout prix », une comédie française légère et drôle à voir en décembre

Début décembre, les capitales touristique, administrative et économique du Maroc, à savoir Marrakech, Rabat et Casablanca, accueilleront l'une après l'autre la première pièce de théâtre de l'autrice Kriss Goll, intitulée « A tout prix ». Une pièce très encensée dans l'Hexagone.

AMINE AMERHOUN

Les avis sont loin d'être –très– mitigés, concernant « A tout prix », la pièce de Kriss Goll, mise en scène par Eric Delcourt, auteur également, acteur et metteur en scène chevronné, à qui on doit, à titre d'exemple, la comédie « La Sœur du grec ». Ce dernier nous raconte : « J'ai beaucoup aimé la démarche de Kriss qui m'a démarché jusqu'à mon théâtre avec son manuscrit sous le bras. J'ai aimé son énergie, son dynamisme, son optimisme et sa velléité à vouloir devenir auteur. Et j'ai bien sûr aimé sa pièce qui était folle drôle. J'y ai vu immédiatement le potentiel d'une belle comédie tout en «cartoon». Et en ligne, les spectateurs sont du même avis. Des cinq étoiles à foison, quelques quatre étoiles dans le lot et, ici et là, de très rares personnes qui ne l'ont pas trouvée à leur goût, car on ne peut pas plaire à tout le monde, et c'est naturel (beaucoup de gens détestent même Star Wars de Lucas, ou... Citizen Kane de Welles). Mais un constat est clair : la plupart ont adoré. Et de bons avis et recommandations, c'est en veux-tu, en voilà : « Des rires du début à la fin ! Une pièce jeune et moderne ! Honnêtement je ne me suis pas ennuyée une seule seconde ! », « Imaginez... vous êtes assis, il fait noir et là, le rideau s'ouvre... Dans les cinq premières minutes, l'autrice nous embarque dans une intrigue déjantée jouée par des comédiens justes et attachants. Entre jeux de mots, blagues et clins d'œil à l'actualité, cette pièce de théâtre moderne et rythmée nous fait passer un très bon moment. On en redemande ! », « Ça commence sur les chapeaux de roues, on suit l'intrigue, on s'immisce dans la peau des personnages, et on en devient le complice. Ajoutez à ça, une pointe de folie abracadabrante, une panoplie de référence de "Social Selling". Et on en fait un boulevard modernisé associé à la nouvelle génération »...

Donc c'est principalement pour les jeunes, pourrait-on se dire. Pas tout à fait. Regardons de plus près d'autres avis où on peut plus ou moins percevoir la tranche d'âge des spectateurs (c'est-à-dire que même les autres avis plus hauts peuvent avoir été écrits par des gens « plus tout jeunes ») : « Je



Une intrigue déjantée jouée par des comédiens justes et attachants.

vais souvent au théâtre, et j'ai été surpris du nombre de jeunes dans la salle, le public riait, il y avait une bonne ambiance, même si je n'ai pas compris toutes les blagues (problème générationnel) j'ai passé un bon moment tout en légèreté », « j'ai entendu parler de cette pièce par une amie. J'ai emmené ma fille de 18 ans pour la première fois au théâtre. Elle a adoré et moi aussi ! C'est original, rythmé, adapté à toutes les générations, et je suis très heureuse d'avoir pu passer un moment complice avec ma fille, je recommande ! », « Une pièce moderne et dans l'air du temps ! Il était temps ! J'ai même pu emmener ma fille de 20 ans qui a adoré ! Je recommande ! »... Bref, c'est globalement ce qu'on en dit, quelle que soit notre génération, même si on aurait aimé voir l'avis d'une mère qui a été accompagnée par son fils de 19 ans... Emmener des filles ? C'est fastoche !

« Espèce de journaliste ! »

« Mais de quoi ça parle, cette pièce, enfin ? », pestent probablement nos lecteurs. Euh... désolé ! L'enthousiasme du public nous a un peu fascinés (surtout pour la première œuvre d'un auteur). Alors voilà, nous avons contacté Mme Kriss Goll, l'autrice, et il s'agit (pas grosso modo) d'une patronne qui a licencié son amoureux pile poil alors que se trouve chez eux un max de sous, planqué là (mais pas caché pour toujours) par... Nous en avons trop dit ! On ferme les robinets, pour ne spoiler personne. Par contre, dans la présentation, on peut aussi



lire : « Ce pactole doit être à tout prix récupéré par Max, un vrai bras cassé ! Coups de gueule, rebondissements explosifs, séductions, intrigues... Comment cette histoire va-t-elle finir ? » Telle est la question. D'ailleurs, il n'y a pas que les spectateurs qui aiment, mais les acteurs également. Alexandre Serret, qui joue le rôle de Max, nous confie : « Mon rôle est très agréable à interpréter. Le loufoque, l'absurde, c'est vraiment ce que je préfère dans la comédie. Et jouer un personnage toujours un peu perdu, naïf, et en plus qui interprète lui-même plusieurs personnages, c'est un délice pour un acteur. En tout cas pour l'acteur que je suis ». Quant à Lukas Delcourt, qui endosse le rôle de Barnabé, son enthousiasme n'est pas feint : « Je m'éclate forcément. L'intérêt de jouer des personnages comme le mien, d'autant plus dans une comédie, c'est cette liberté et cet abandon de soi. Une fois que l'apprentissage du texte est digéré, cela donne une liberté au comédien, qui peut se permettre de prétendre à des improvisations, qui sont finalement préparées en amont ». Et, finalement, l'autrice elle-même, qui joue le rôle principal de Véronique : « Je m'éclate sur scène car j'ai la chance d'avoir une super équipe de comédiens, talentueux, professionnels et impliqués et une mise en scène très dynamique et à jouer, c'est un réel plaisir. Après j'ai une préférence pour l'écriture, car j'aime être aussi dans l'ombre et pouvoir voir ce que l'on a écrit prendre vie, face à soi ». Notons en ce sens que Kriss n'a pas toujours campé ce rôle. Le casting a plusieurs fois changé (la pièce existe depuis

2020, et il y a eu le Covid qui a bien obligé à faire une pause), et Kriss nous explique pourquoi : « Les comédiens ont changé, car ils ont eu d'autres propositions entre temps. J'ai même un des comédiens qui a fait une reconversion professionnelle, qui est devenu pilote de ligne ! » Celui-là, on peut vraiment dire qu'il a pris son envol.

Sept, c'est un bon chiffre !

Et pour ceux qui hésitent encore, Kriss Goll nous parle des performances : « La pièce a eu un franc succès dès les premières représentations. Nous avons eu salle comble plusieurs fois à la Comédie de Paris en 2020. Malheureusement, la pandémie a mis un terme à l'aventure ». Mais ce n'est pas au Maroc fin 2023 que ça recommence car, toujours selon Kriss : « C'est en 2021 que j'ai eu la surprise, d'un appel de la mairie de Bessancourt, qui souhaitait absolument jouer notre pièce dans leur ville. C'est ainsi que nous avons eu le plaisir de reprendre le spectacle à Bessancourt en 2022, puis nous avons été contactés par le théâtre de dix heures à Paris. En tout, nous avons fait plus de 50 représentations et sept fois salle comble ». A savoir que même si c'est sa première pièce, ce n'est pas sa seule pièce : « Je vais jouer ma deuxième pièce « 7 JOURS MAX » à Paris, en 2024, et je finis également d'écrire ma troisième pièce : « VESTIAIRE CLUB » ! » Une longue et prometteuse carrière en perspective.

Pour en revenir au futur un peu plus proche, « A tout prix », c'est le 5 décembre à Marrakech, le 7 décembre à Rabat, et le 9 à Casablanca. Kriss Goll, qui a déjà visité le Maroc à de multiples reprises, se fait une joie d'y revenir : « J'ai visité plusieurs fois le Maroc : Marrakech, Casablanca, Ouarzazate, Tanger, Essaouira, le col de Tizi n'Tichka... j'ai été fasciné par Skoura où les paysages sont incroyables, vastes, de la neige aux cactus, j'ai adoré. Le Maroc est mon pays de cœur et mon porte-bonheur. Le peuple marocain est un peuple accueillant, chaleureux, souriant et prêt à aider ». Il semble que le plaisir sera partagé. Bon spectacle aux uns, et bon voyage aux autres !



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma



Et Batati ET BATATA



Bizarre



Confinement spécial

Une partie du personnel d'un restaurant du Nouveau-Mexique (USA) sont restés coincés dans une télécabine le soir du 31 décembre pendant 21 heures, bloqué en raison des intempéries, avant d'être secourus le lendemain matin par les équipes de secours.

Après la fermeture en début de journée du restaurant « Ten3 », situé au sommet de Sandia Crest, à 3 200 mètres d'altitude, le personnel a dû rapidement quitter l'établissement en raison de vents violents et de l'arrivée d'une tempête de neige.

Après avoir embarqué dans la télécabine, devant ramener les 21 personnes présentes au nord de la capitale, Albuquerque, l'accumulation de glace sur les câbles a totalement immobilisé la remontée aérienne, forçant les passagers à attendre les secours. Les sauveteurs ont dû attendre le lendemain pour pouvoir intervenir en raison des conditions météo extrêmes. Ils ont utilisé des cordes et d'autres équipements pour faire descendre les passagers bloqués, avant de les évacuer par hélicoptère. Par chance, personne n'a été blessé. ●

Il pleut des poissons

Une pluie de poissons mesurant jusqu'à 15 cm de long est récemment tombée sur les habitants de Texarkana, dans le Texas (Etats-Unis). Il s'agirait d'un phénomène rare mais parfaitement explicable d'un point de vue scientifique. Il est aussi susceptible de concerner des grenouilles, des serpents ou encore des oiseaux, rapporte Ouest-France. La pluie n'aurait duré que quelques minutes.

Sur son compte Facebook, Texarkana a invité les habitants à envoyer leurs photos et témoignages. « Cela se produit lorsque de petits animaux aquatiques comme des grenouilles, des crabes ou des poissons sont aspirés par des trombes d'eau ou des tornades, a expliqué la ville américaine. Ils retombent alors en même temps que la pluie, avec les intempéries ».

Selon National Geographic, les pluies de poissons se sont déjà produites en Inde, en Serbie, en Australie mais aussi au Japon ces 25 dernières années. Il s'y est formé des tourbillons pouvant aspirer « eau, cailloux et petits animaux domestiques » ou des objets. ●

Très faux jumeaux

Après être restés près de neuf côte à côte dans le ventre de leur mère, des jumeaux ont vu le jour à 15 minutes d'intervalles... mais pas la même année. En Californie (Etats-Unis), une maman a en effet donné naissance à un petit garçon le 31 décembre à 23h45 et à une petite fille le 1er janvier à minuit, rapporte le site People, relayé par le HuffPost.

« C'est fou pour moi qu'ils soient jumeaux et qu'ils aient des anniversaires différents », a confié la maman, déjà mère d'un garçon et de deux filles. Les nouveau-nés se portent bien. Alfredo Antonio pesait 2,749 kilos et sa sœur, Aylin Yolanda, 2,664 kilos. Pour la maman, comme pour le corps médical, ces naissances insolites resteront gravées à jamais. « C'est l'un des accouchements les plus mémorables de ma carrière », a déclaré Ana Abril Arias, médecin au Natividad Medical Group à Salinas, une commune située entre San Francisco et Los Angeles. Et d'ajouter : « Ce fut un plaisir absolu d'aider ces petits à arriver ici en toute sécurité en 2021 et 2022. Quelle façon incroyable de commencer la nouvelle année ! ». ●



Rigolard



***Sarkozy, Obama et Zapatero** arrivent au ciel, ou plutôt en enfer. Le diable s'adresse tout d'abord à Obama : « Bon, en tant que ex-président, vous avez le droit de passer un coup de téléphone aux États-Unis ». Obama s'exécute et 10 minutes après, le diable demande 1 million d'euros à Obama. « C'est cher ! » ; « Ah ouais, c'est cher mais c'est le tarif pour l'Amérique ».

Puis c'est au tour de Zapatero. Dix minutes après, le diable lui demande 800 000 euros, tarif pour l'Espagne.

Puis vient le tour de Sarko... Dix minutes plus tard, le diable lui demande 1,50 euro. Sarko est un peu surpris et demande pourquoi lui paye si peu. Le diable lui répond alors :

« Ben, avec toutes les grèves en France... Les manifestations... Les licenciements... Les impôts... Les taxes... Les sanctions... Les amendes... Les sans-abri... Bref c'est la merde totale, et toute cette merde, c'est un véritable enfer... Et d'enfer à enfer, c'est tarif local ! »

***Un boucher dans son magasin** s'occupe de ses clientes. Tout à coup il voit arriver un chien, seul, avec un portefeuille autour du cou, et dit :

- Voilà le chien le plus intelligent du monde.
- Le plus intelligent ? Qu'est-ce que vous voulez dire par intelligent ? répond une cliente.
- Je veux dire que ce chien fait les courses pour son maître. Vous allez voir.
Ainsi donc l'animal entre dans la boucherie et aboie une fois pour dire bonjour.
- Bonjour, lui répond le boucher. Que désirez-tu aujourd'hui ?
Il aboie deux fois.

- Ok, donc 200 grammes de steak haché.

Le chien aboie encore une fois.

- Des côtes de porc ? Combien ?

L'animal aboie quatre fois.

- D'accord, quatre côtes. Et encore ?

Le chien aboie trois fois.

- De l'agneau ?

Le canin aboie encore deux fois.

- 200 grammes d'agneau. Voilà c'est fait.

Le chien aboie une fois.

- Cela fera 25 euros.

L'animal ouvre le portefeuille de son maître et sort 2 billets de 10 euros et un billet de 5 euros

et s'en va. Tout le monde dans la boucherie est absolument estomaqué. Les clients décident donc tous ensemble de suivre le chien pour faire connaissance avec son maître, qui doit être d'une intelligence remarquable. Ainsi donc le chien arrive devant son bâtiment, il sonne à l'interphone. La porte s'ouvre, il la pousse et entre. Il prend l'ascenseur et s'arrête au 5e étage.

Toutes les personnes l'ont suivi mais restent cachées. Tout à coup, le chien frappe à la porte. La porte s'ouvre. Son maître, fou de rage, attrape son animal et le frappe violemment. Toutes les personnes cachées interviennent pour défendre le chien et disent :

- Quelle folie monsieur, pourquoi battez-vous votre chien ? Il est très intelligent, il fait vos courses, il donne l'argent avec exactitude, il sonne à l'interphone et prend l'ascenseur... Pourquoi donc le battez-vous ?

Son maître répond

- Intelligent, lui ? Vous plaisantez. C'est la troisième fois qu'il oublie de prendre ses clefs !

***Un jour, la maîtresse demande à Toto :** « Si tu marches sur le pied d'une grand-mère, que fais-tu ?

- Je m'excuse...

- Très bien Toto, et si pour te remercier de ta gentillesse la grand-mère te donne un billet de 5 euros que fais-tu ?

- Bah... Je lui marche sur l'autre pied ! »

***Trois Russes au Goulag** cherchent à comprendre pourquoi ils sont là :

- Moi, je suis arrivé au boulot avec cinq minutes de retard, alors on m'a accusé de sabotage.

- Moi, j'avais cinq minutes d'avance, alors on m'a accusé d'espionnage.

- Moi, j'étais à l'heure alors on m'a accusé d'avoir acheté ma monstre à l'Ouest !

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

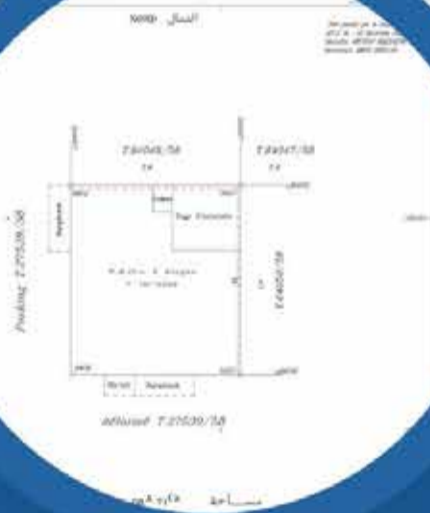
Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





L'immatriculation foncière

Une procédure juridique efficace et performante pour sécuriser et valoriser vos biens immobiliers et vos investissements.



www.ancfcc.gov.ma